

Il s'agit là d'une évolution encourageante, puisque l'apport régulier d'investissements, surtout étrangers, est essentiel à la croissance économique à long terme. La tendance actuelle de l'investissement, dont 20 % est d'origine étrangère, est prometteuse. Ce fait atteste la capacité du gouvernement Aquino de maintenir la stabilité politique et de créer un climat de confiance favorable aux investisseurs. Il lui faudra maintenir un environnement stable, tout en adoptant des mesures de libéralisation du commerce, de l'industrie et de l'investissement, afin de soutenir le niveau de croissance économique récemment atteint et d'éponger une lourde dette extérieure.

### Politique étrangère

Tout en conservant des liens étroits avec les États-Unis, les Philippines sont membre à part entière de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), groupement régional qui, depuis 20 ans, jouit d'une grande cohésion et est animé par un dessein politique commun. L'ANASE, en tant qu'entité régionale, de même que les pays qui en font partie, se montrent solidaires des grands intérêts occidentaux au sein des instances internationales, et partagent notamment les vues du Canada sur la libéralisation du commerce, la paix et le désarmement, ainsi que le droit de la mer. Tout en s'orientant de plus en plus vers une position de pays non aligné, le gouvernement reconnaît l'importance de l'aide apportée par le Japon, les États-Unis et d'autres pays occidentaux en ce qui touche la reprise économique et la stabilité politique.

### Relations entre le Canada et les Philippines

Le Canada entretient de solides relations avec les Philippines, tant sur le plan bilatéral que par l'entremise de l'ANASE. Il a été l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau gouvernement Aquino et le premier à lui accorder des crédits à l'exportation (par l'intermédiaire de la SEE). En outre, le Canada manifeste un vif intérêt pour les Philippines en raison, d'une part, de son importante communauté philippine, qui compte quelque 130 000 membres, et, d'autre part, de l'excellente réputation dont jouit la Présidente Aquino à l'étranger.

Après la visite aux Philippines, en juillet 1986, du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, le Canada a approuvé un programme d'aide au développement de 100 millions \$ échelonné sur une période de cinq ans. Par la suite, le Ministre philippin de l'Éducation, M. Quisumbing, le Commissaire aux Droits de la personne, M. Apotadera, et le Commissaire à l'Éthique gouvernementale, M. Diaz, se sont tous les trois rendus au Canada. Parmi les autres visites effectuées par